

8 OCTOBRE MOBILISATION INTER-PROFESSIONNELLE UNITAIRE CONTRE L'AUSTERITE

Cédant aux pressions des puissances financières, au MEDEF, aux injonctions de Bruxelles, le gouvernement déroule une politique qui remet en cause notre modèle social assis sur l'égalité, la justice et la solidarité. Accompagnées par une bataille idéologique inédite, les politiques pour «l'emploi» se traduisent trop souvent par des mesures de régression sociale qui vont impacter tous les salarié-es.

Les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires invitent les salarié-es et retraité-es à amplifier la mobilisation autour d'une plate-forme revendicative commune pour :

- Augmenter les salaires, les retraites, les pensions, les minima sociaux et le point d'indice des fonctionnaires
- Promouvoir l'égalité salariale femmes / hommes
- Améliorer les conditions de travail et réduire le temps de travail pour créer des emplois, combattre et réduire le chômage
- Pérenniser et améliorer les garanties collectives
- Pérenniser et améliorer la protection sociale, les retraites complémentaires, pour garantir les droits à la santé et à la retraite
- Développer les investissements pour relancer l'activité économique en tenant compte des impératifs écologiques
- Conforter et promouvoir les services publics

Elles appellent les salarié-es à une journée de mobilisation interprofessionnelle le jeudi 8 octobre.

**PRIVE-PUBLIC, SALARIE-E et SANS EMPLOI, RETRAITE-E,
ENSEMBLE DANS LA RUE !**

Après l'accord ANI de 2013, qui facilite les licenciements,

Après la loi Macron qui banalise le travail du Dimanche et s'attaque aux prud'hommes,

Après la loi Rebsamen qui réduit les droits des représentants du personnel dans les entreprises,

Après la réforme territoriale qui accentue la désertification, menace des milliers d'emplois publics et privés, met en concurrence les régions entre elles

Après le pacte de responsabilité qui donne 50 milliards d'euros aux patrons, pris aux services publics, à la sécu, aux hôpitaux, aux retraités, aux fonctionnaires,

Après la décision de continuer à bloquer le point d'indice des fonctionnaires au moins jusqu'en 2017, et de tenter d'introduire partout dans la fonction publique, un régime indemnitaire à la tête du client (RIFSEEP),

Le gouvernement vient de lancer une nouvelle attaque contre nos droits avec sa réforme du Code du Travail. Le rapport Combrexelle est une énième attaque contre le droit du travail pour satisfaire les patrons et leurs alliés, il est hors de question qu'il serve à la réforme de ce droit dont la nécessité ne saute aux yeux que de ceux qui cherchent à diminuer les droits des travailleurs.

Et cette semaine dans la fonction publique, il veut passer outre le refus majoritaire des syndicats au protocole PPCR (carrières). Les organisations CGT, SUD et FO, majoritaires dans la Fonction Publique ont refusé de signer le protocole PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations). Elles ont considéré qu'il s'agissait d'un marché de dupes où, en échange de promesses de modifications indiciaires à venir essentiellement à partir de 2017, le gouvernement demandait aux organisations syndicales d'accepter que la valeur du point d'indice continue à être gelée au moins jusqu'à 2017 et que des éléments essentiels du statut soient remis en cause dans le but d'accompagner les restructurations liées à la réforme territoriale (remise en cause du rôle des CAP dans les mobilités forcées, fusion de corps, création de corps interministériel,...). En piétinant complètement la démocratie sociale, le Premier Ministre Manuel Valls vient d'annoncer que le gouvernement appliquerait de manière unilatérale ce protocole PPCR, même si celui-ci est minoritaire ! Raison de plus pour faire valoir massivement nos exigences le 8 Octobre, et en premier lieu l'augmentation du point d'indice doublée d'une augmentation uniforme pour tous pour rattraper la perte du pouvoir d'achat depuis 2010 !

A l'INRA, alors même que la recherche publique est de plus en plus fragilisée par ces politiques d'austérité, la CGT et SUD-Recherche appellent les agents à participer aux manifestations organisées dans les grandes villes. Un préavis de grève a été déposé par les organisations syndicales.

Les organisations CGT-INRA et SUD-INRA réitèrent leur condamnation du pacte de responsabilité, des lois Macron et Rebsamen, et de la réforme territoriale ; elles rejettent le rapport Combrexelle.

MANIFESTATION à Paris : A l'appel de CGT, FO, Unsa et Solidaires, 14 heures Place de la République. Les organisations syndicales régionales se réuniront en invitant les organisations syndicales des jeunes (UNL et UNEF).

Contact Syndicats INRA :

CGT cgt@inra.fr

Intranet : <https://intranet.inra.fr/cgt/>

Internet : <http://www.inra.cgt.fr/>

SUD contactinra@sud-recherche.org

Intranet : <https://intranet.inra.fr/sud-inra/>

Internet : <http://www.sud-recherche.org>

Lire aussi l'expression de la CGT sur [PPCR et RIFSEEP](#) et celle de Solidaires sur [les salaires](#)